

Préfecture
Direction des collectivités locales
Bureau du contrôle de légalité et
de l'intercommunalité

ARRÊTÉ

**portant création de la commune nouvelle de
« LES PORTES DU COGLAIS »
à compter du 1^{er} janvier 2017**

**LE PREFET DE LA REGION BRETAGNE
PREFET D'ILLE-ET-VILAINE**

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2113-1 et suivants, les articles L. 2221-4 et suivants ainsi que l'article 1412-1 ;

VU la Loi n° 2015-292 du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle pour des communes fortes et vivantes ;

VU les délibérations concordantes en date du 15 septembre 2016 des conseils municipaux de Coglès, La Selle en Coglès et de Montours sollicitant la création de la commune nouvelle de « LES PORTES DU COGLAIS », au 1^{er} janvier 2017 ;

Considérant que les communes de Coglès, La Selle en Coglès et de Montours sont contiguës et relèvent du même canton ;

Considérant la volonté unanime des conseils municipaux qui se sont prononcés pour la création d'une commune nouvelle en lieu et place des communes concernées ;

Considérant que les communes de Coglès, La Selle en Coglès et de Montours sont intégrées dans la Communauté de communes de « Coglais Communauté Marches de Bretagne » ;

Considérant que les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales pour la création d'une commune nouvelle sont réunies ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Est créée, à compter du 1^{er} janvier 2017, une commune nouvelle en lieu et place des communes de Coglès, La Selle en Coglès et de Montours (arrondissement de Fougères-Vitré).

Article 2 : La commune nouvelle prend le nom « LES PORTES DU COGLAIS ». Son chef-lieu est fixé à la commune historique de Montours. La mairie de la commune nouvelle est fixée à : 1, rue Saint Melaine 35460 MONTOURS

Article 3 : Les chiffres de la population de la commune nouvelle s'établissent **2 339** habitants pour la population municipale et à **3 382** habitants pour la population totale (chiffres du recensement de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE) en vigueur au 1^{er} janvier 2016).

Article 4 : A compter de sa création et jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux, la commune nouvelle sera administrée par un conseil municipal constitué dans les conditions fixées par l'article L. 2113-7 du code général des collectivités territoriales, comprenant 44 membres dont les 15 membres de l'actuel conseil municipal de Coglès, les 15 membres de l'actuel conseil municipal de La Selle en Coglès et les 14 membres de l'actuel conseil municipal de Montours.

Lors de sa première séance, le conseil municipal de la commune nouvelle élira le maire et les adjoints.

Article 5 : Est instituée au sein de la commune nouvelle, les communes déléguées de Coglès, La Selle en Coglès et de Montours qui reprennent le nom et les limites territoriales des anciennes communes. Chaque commune déléguée dispose de plein droit :

- d'un maire délégué désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle ; toutefois, jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, les maires des anciennes communes, en fonction au moment de la création de la commune nouvelle, deviennent de droit maire délégué ;

- d'une annexe de la mairie dans laquelle sont établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune déléguée.

Par dérogation, jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, un maire délégué peut être maire de la commune nouvelle.

Le conseil municipal de la commune nouvelle peut également décider, à la majorité des deux tiers de ses membres, la création dans chaque commune déléguée d'un conseil de la commune déléguée, composé du maire délégué et de conseillers communaux dont il fixe le nombre, désignés par le conseil municipal parmi ses membres. Le conseil municipal peut également désigner parmi les conseillers communaux un ou plusieurs adjoints au maire délégué, dans la limite de 30 % du nombre total des conseillers communaux.

Article 6 : La création de la commune nouvelle entraînera sa substitution dans toutes les délibérations et dans tous les actes pris par les communes de Coglès, La Selle en Coglès et de Montours. Les contrats seront exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance,

sauf accord contraire entre les parties. Les cocontractants seront informés de la substitution de personne morale par la commune nouvelle.

Les biens, droits et obligations des communes actuelles seront dévolus à la commune nouvelle dès la création de celle-ci.

La commune nouvelle sera substituée aux communes de Coglès, La Selle en Coglès et de Montours dans les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes dont ces communes étaient membres :

- Communauté de communes de « Coglais Communauté Marches de Bretagne »
- Syndicat Intercommunal de la Loissance et de la Minette
- Syndicat Intercommunal des Eaux du Pays du Coglais
- Syndicat mixte fermé départemental d'énergie (SDE 35)
- Syndicat mixte du Couesnon Aval

Article 7 : L'intégralité de l'actif et du passif des communes de Coglès, La Selle en Coglès et de Montours sera transférée à la commune nouvelle.

Article 8 : Le comptable assignataire de la commune nouvelle sera le comptable de la trésorerie d'Antrain.

Article 9 : Les personnels en fonction dans les communes historiques de Coglès, La Selle en Coglès et de Montours relèveront de la commune nouvelle dans les mêmes conditions de statut et d'emploi. Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du 3^e alinéa de l'article 111 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Article 10 : Afin d'assurer la continuité des services et l'exercice des compétences, les budgets annexes et les CCAS des communes historiques sont repris par la commune nouvelle de « LES PORTES DU COGLAIS »

Il s'agit des budgets suivants :

COGLES

- budgets annexes de la commune de Coglès :
 - ASSAINISSEMENT
 - LOTISSEMENT LE CLOS DES ROSES
- budget autonome rattaché à la commune de Coglès :
 - CCAS

LA SELLE EN COGLES

- budgets annexes de la commune de La Selle en Coglès :
 - ASSAINISSEMENT
 - LOTISSEMENT LES MAZIERES

- LOTISSEMENT LE ROCHER
- COMMERCE
- CCAS

MONTOURS

- budgets annexes de la commune de Montours :
 - ASSAINISSEMENT
 - LOTISSEMENT II TERTRE CROCHET
 - LOTISSEMENT III BIGNON
 - CCAS

Cas particulier des services assainissement :

Les 3 budgets annexes assainissement peuvent, par leur nature, être regroupés dans la commune nouvelle de « LES PORTES DU COGLAIS ».

Toutefois, ces 3 budgets annexes seront conservés de manière distincte dans la commune nouvelle, pendant une période transitoire (du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017) permettant à terme l'harmonisation des 3 services et donc leur regroupement en une seule régie à autonomie financière."

Aussi, les budgets annexes qui suivent sont rattachés à compter du 1^{er} janvier 2017 à la commune nouvelle de « LES PORTES DU COGLAIS » :

- Assainissement Coglès
- Assainissement La Selle en Coglès
- Assainissement Montours

Cas particulier des CCAS :

Les opérations du CCAS de la commune nouvelle de « LES PORTES DU COGLAIS », composé des anciens CCAS des communes déléguées, seront retracées dans un compte distinct de la commune nouvelle de rattachement.

A compter du 1^{er} janvier 2017, le budget du CCAS de la commune nouvelle de « LES PORTES DU COGLAIS » sera un budget annexe.

Article 11 :

Afin d'éviter toute rupture dans le service assuré par les régies de recettes ou d'avances et de recettes instituées antérieurement par les communes historiques, le maintien de ces régies et des régisseurs actuellement en fonction est autorisé au-delà du 31 décembre 2016.

A compter du 1^{er} janvier 2017, ces régies seront rattachées, de manière dérogatoire, à la commune nouvelle. Cette dérogation n'est accordée que pendant la période nécessaire à la mise en place des régies par la commune nouvelle, mise en place qui doit être opérée dans les meilleurs délais possibles à compter du 1^{er} janvier 2017 et selon les formes imposées par la réglementation en vigueur.

Article 12 : Des arrêtés ultérieurs détermineront, en tant que de besoin, les dispositions rendues nécessaires par la création de la commune nouvelle.

Article 13 : Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Sous-préfet de Fougères-Vitré, les maires des communes de Coglès, La Selle en Coglès et de Montours, le Directeur Régional des Finances Publiques de Bretagne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Il sera notifié à :

- Messieurs les Maires concernés ;
- Monsieur le Président du Conseil régional de Bretagne ;
- Monsieur le Président du Conseil départemental d'Ille et Vilaine ;
- Monsieur le Président de la Communauté de communes de « Coglais Communauté Marches de Bretagne » ;
- Monsieur le Président du Syndicat intercommunal de la Loisanse et de la Minette ;
- Monsieur le Président du Syndicat intercommunal des Eaux du Pays du Coglais ;
- Monsieur le Président du Syndicat mixte fermé départemental d'énergie (SDE 35) ;
- Monsieur le Président du Syndicat mixte Couesnon Aval
- Monsieur le Président du Centre de gestion de la fonction publique territoriale d'Ille et Vilaine ;
- Monsieur le Président de la Chambre régionale des comptes de Bretagne ;
- Monsieur le Directeur des archives départementales d'Ille et Vilaine ;
- Monsieur le Directeur régional de l'INSEE ;
- Monsieur le Procureur de la république près le tribunal de grande instance de Rennes ;
- Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer ;
- Monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale de la protection des populations ;
- Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique ;
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- Monsieur le Directeur de l'agence régionale de la santé ;
- Monsieur le Directeur des services départementaux de l'éducation nationale de l'académie de Rennes ;
- Monsieur le Commandant de groupement de gendarmerie d'Ille et Vilaine ;

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et fera l'objet d'une mention au Journal Officiel de la République Française.

Rennes, le 30 septembre 2016

Le Préfet,

Signé

Christophe MIRMAND

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de RENNES qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au greffe de cette juridiction dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.
Vous avez également la possibilité d'exercer, durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux auprès de mes services.
Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de ma réponse.
Je vous rappelle à cet égard qu'en application de l'article R 421-2 du code de justice administrative que « le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet. »